


 ENFANTS
EN
CADA

Un accueil à soigner

Victimes de la violence et de la guerre, les enfants qui vivent en Centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) ont besoin d'écoute et de soutien. Les équipes en ont-elles les moyens ?

Des enfants qui viennent de loin. Des familles qui ont dû fuir leur pays pour échapper à la guerre, à des menaces, qui ont pu être victimes ou témoins d'actes traumatisants. Elles ont laissé leur maison, leurs proches, leurs biens, pour se jeter sur le chemin d'un exil souvent long et semé d'embûches. Arrivées en France, dans un état de fragilité physique et psychologique, elles sollicitent la protection de l'Etat au titre de la convention de Genève du 28 juillet 1951. Elles entrent alors dans des procédures longues, compliquées, à l'issue incertaine. Devenues une priorité pour les parents, les démarches pour obtenir l'asile ne leur laissent pas toujours la disponibilité psychique de se préoccuper du ressenti des enfants et de leurs difficultés. La loi prévoit que les personnes exilées puissent souffler et vivre dans un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) durant toute la procédure. Depuis la loi relative à la réforme du droit d'asile du 29 juillet 2015, elles y sont orientées par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii). Celui-ci privilège

les publics les plus vulnérables, dont les mineurs, les femmes enceintes, les parents isolés accompagnés d'enfants mineurs. Le nombre de places en Cada a augmenté (1) mais reste insuffisant. Si ces structures logent 78 % de familles, parents et enfants doivent souvent rejoindre un centre d'hébergement d'urgence, un hôtel et un bon nombre – difficile à estimer – reste à la rue. Tout cela accentue les difficultés des enfants. « Ils arrivent « perdus » au Cada, après avoir vécu jusqu'à parfois six mois à l'hôtel, contre une semaine seulement voilà encore quelques années, illustre Ivan Coubeau, coordinateur de l'Espace Enfants du Cada Nord-77 en Seine-et-Marne (lire reportage p.28).

Depuis 2011, le taux d'encadrement en Cada est passé d'un équivalent temps plein (ETP) pour dix résidents à un pour quinze, voire un pour vingt. Avec la fusion de l'allocation temporaire d'attente (ATA) et de l'allocation mensuelle de subsistance (ASM), devenues une seule allocation pour demandeur d'asile (ADA), désormais versée par l'OFII, le

prix de journée en Cada est passé de 24 € à 19 €. Les intervenants sociaux doivent se recentrer sur l'accompagnement administratif au détriment du soutien aux adultes, de l'organisation d'activités et de l'attention portée aux enfants.

Les parents souffrent des douleurs liées à l'exil et sont privés du droit de travailler durant le temps d'examen de leur demande d'asile (2). Les enfants absorbent leur inquiétude, souffrent bien souvent de troubles du sommeil (cauchemars, insomnies, somnambulisme), de difficultés de concentration, d'énurésie... Le cahier des charges du Cada demande aux équipes de porter une attention particulière à leur soutien psychologique. Cependant, si elles repèrent bien les enfants souvent malades et les adressent au centre de PMI ou à un médecin, elles peuvent avoir des difficultés pour devenir une souffrance dans la cellule familiale (dépression) ou les risques pour l'enfant (maltraitance).

Les vertus de l'école

Quand un mal-être chez l'enfant est repéré, il est orienté vers un médecin de ville – non formé à l'évaluation psychologique –, le centre médico-psychologique (CMP) – bien souvent saturé – ou un lieu spécialisé (très rare) comme le centre Primo Levi qui accueille les personnes victimes de torture et de violence politique. « Si elles ne trouvent pas de solution, les équipes adressent l'enfant à leur réseau de partenaires mais toutes n'ont pas le temps d'en consti-

tuer un. Certaines lâchent alors l'affaire, regrette Armando Cote, psychologue clinicien et psychanalyste au centre Primo Levi. *En ce qui concerne les enfants, les équipes centrent souvent tout sur la scolarisation, laissant de côté les symptômes liés à la santé mentale. Pourtant, ces enfants et leurs parents ont besoin d'un soutien psychologique et familial.* » Quand il reçoit un enfant, Armando Cote rencontre dans un premier temps la famille entière, observe sa dynamique et constate souvent que l'enfant catalogué « malade », celui qui présente des symptômes, va souvent mieux que le reste de sa fratrie qui n'exprime rien. Dans 70 % des cas, il prend en charge la famille entière, condition *sine qua non* pour lui permettre de trouver une stabilité.

La scolarisation porte de multiples vertus dont celle de rendre à la famille un rythme, des obligations et une vie sociale. En maternelle et en élémentaire, la scolarisation se déroule généralement sans accroc, surtout quand le Cada est implanté dans la ville depuis longtemps ou en milieu rural : la présence de ces enfants permet parfois le maintien ou l'ouverture de classes. Cependant, il existe des mairies et des établissements scolaires qui font obstacle à cette inscription. « De plus, certains Cada, faute de temps, laissent les parents se débrouiller seuls avec celle-ci alors qu'ils ne parlent pas le français. Un vrai casse-tête pour eux, souligne Armando Cote. Chaque structure se distribue les tâches différemment : si elle compte un poste de référent sco-



VERA MAKINA

laire, tout se passe bien, dans le cas contraire, les membres de l'équipe peuvent se renvoyer la balle concernant l'inscription scolaire, ce qui entraîne de nombreuses difficultés. »

La réussite scolaire constitue souvent un enjeu important pour les parents, ce qui peut provoquer des problèmes. Nombre d'enfants de personnes demandeuses d'asile réussissent bien à l'école, mais à quel prix psychologique? « Derrière une belle réussite scolaire, il peut y avoir l'histoire de la famille qui – consciemment ou pas – a choisi de fuir une situation dangereuse pour que l'enfant suive des études, observe Armando Cote. Imaginez alors le poids qui pèse sur ses épaules! Nous travaillons avec les parents pour qu'ils prennent conscience qu'il est normal qu'un enfant puisse rencontrer des difficultés à l'école. » Car il arrive évidemment que des élèves présentent de graves problèmes d'apprentissage, ou de comportement, liés aux événements qu'ils ont traversés.

Certains adolescents de plus de seize ans rencontrent des difficultés pour la scolarisation qui n'est plus obligatoire. Des académies comme celle de Paris l'assurent jusqu'à l'âge de dix-huit ans, des exemples que les professionnels aimeraient voir se généraliser.

Malgré la baisse des financements et des effectifs, certains Cada mènent des actions spécifiques en direction des enfants. Ainsi, chaque semaine, celui de Saint-Genis Laval (Rhône) propose un espace parents/bébés pour les enfants de moins de trois ans le matin et un ludocafé pour les plus grands l'après-midi. Il est co-géré par l'animateur de la structure et celui de la ludothèque voisine qui apporte des jeux.

Espace tiers

Estelle Griseri, référente parentalité, conseillère en économie sociale familiale (CESF) et éducatrice de jeunes enfants (EJE), anime l'espace des petits avec un psychologue, un médecin interne et une stagiaire en psychomotricité de l'Unité de périnatalité du service psychiatrique hospitalier voisin. Elle porte un regard bienveillant et attentif sur l'enfant et ses parents, soutient la parentalité, le lien mère-enfant, le lien de couple, celui noué entre les parents et l'équipe, le lien entre les parents, les enfants et les professionnels qui participent à cet espace. Ce lieu tiers permet à l'enfant de bouger, les chambres étant très petites, mais aussi de commencer à se sépa-

Albums jeunesse



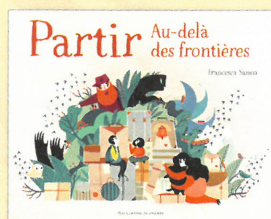
Réfugiés en toutes lettres

Face au plus grand exode depuis la Seconde Guerre mondiale, quarante éditeurs jeunesse portent ensemble un message de bienvenue et de solidarité aux réfugiés avec la publication de l'ouvrage *Eux, c'est nous* qui explique l'exil aux plus petits.

Eux, c'est nous, Daniel Pennac, Jessie Magana, Carole Saturno, illustrations de Serge Bloch, 2015, 3 €. Les bénéfices sont versés à la Cimade.

Un long long voyage

La guerre est arrivée, leur père est mort. Deux enfants doivent fuir leur pays avec leur mère. Passer la frontière, traverser la mer, se cacher, garder l'espoir d'arriver sur une terre d'accueil. Un album pour évoquer l'exil avec les plus petits, inspiré à l'auteure par sa rencontre avec deux jeunes filles dans un centre pour réfugiés en Italie.



Partir au-delà des frontières
Francesca Sanna, éd. Gallimard Jeunesse, 2016.

Mères en Cada

En 2014 selon l'Ofii, 914 enfants sont nés pendant que leurs parents vivaient en Cada. « Dans une situation de grande solitude, l'attente d'un enfant peut fournir une raison de rester en vie et la possibilité de reconstituer une famille. Elle est souvent envisagée comme un don de Dieu », observe Estelle Gioan, psychologue clinicienne à l'association transculturelle Mana à Bordeaux. *Cependant ces grossesses ne vont pas sans risques : toutes les femmes enceintes traversent des périodes de vulnérabilité, encore plus fortes pour celles en exil.* » Les femmes issues de sociétés dites traditionnelles, où les futures mamans bénéficient d'un large étayage féminin, ressentent ce manque très fort.

« La majorité des femmes expriment leur souffrance psychologique de manière codée culturellement, poursuit la psychologue. Il faut s'inquiéter quand elles disent : « Je suis seule, loin de chez moi », « Ma mère me manque ». L'absence de transmission du maternage par le groupe culturel peut entraîner une difficulté dans l'interaction entre la mère et son enfant. » Le fait de ne pas parler la langue française, le manque d'interprète, peut également compliquer les relations avec les institutions, provoquer un défaut de communication, de soins, de consentement éclairé et des tensions.

rer de ses parents. « *Au départ, les tout-petits ont beaucoup de mal à jouer seuls, même si leur mère n'est pas loin, constate Estelle Griseri. Ils rencontrent aussi des problèmes à la crèche: un de nos petits résidents en est à son sixième mois d'adaptation, son père reste encore derrière la porte pour lui faire coucou. Les parents qui ont subi des choses difficiles, dont l'enfant a pu être enlevé ou avoir assisté aux traumatismes vécus par la famille, sont inquiets. Il n'est pas rare qu'ils le surinvestissent en disant: « Il ne me reste que lui ».* »

L'équipe ne se situe ni dans le jugement, ni dans le stéréotype (la mère doit absolument jouer avec son enfant). « *Nous observons des scènes sympas: quand après plusieurs tentatives, un enfant arrive à passer sous le petit tunnel, nous le félicitons. Les mères ont pris cette habitude et elles applaudissent systématiquement chaque nouvelle victoire* », sourit Estelle Griseri. Cet espace permet beaucoup d'échanges et la découverte d'habitudes culturelles différentes. « *À la fin de chaque séance, pour permettre un départ apaisé, nous enveloppons les enfants dans un drap blanc, les mamans les bercent en leur chantant des chansons de leur pays. Dans les couloirs, je les vois souvent reprendre certains jeux, comme le coucou caché.* »

Une puéricultrice du centre PMI se déplace régulièrement au Cada pour rencontrer les nouveaux parents de bébé de moins d'un an. Elle le pèse, vérifie – toujours sans porter de jugement – que la mère s'occupe bien de lui, de son alimentation. Elle lui donne des conseils, repère d'éventuels problèmes éducatifs. Si elle pense que la mère a besoin de soutien, elle en informe l'équipe. Après cette première rencontre, elle oriente le bébé vers le médecin de PMI pour les vaccinations et le suivi médical.

Le psychologue vacataire de l'équipe, présent onze heures par mois, reçoit avec leur accord les familles que l'équipe repère en difficultés psychologiques. Après quelques séances, il peut les orienter vers un centre médico-psychologique (CMP) ou le centre de santé de l'association Forum réfugiés-Cosi à Lyon qui accueille des victimes de torture et de traumatismes liés à l'exil. Il adresse les adolescents à des lieux d'écoute et d'échange. L'équipe s'est battue pour garder les heures de vacations du psychologue, menacées par la baisse des financements.

À la demande du Cada Adoma d'Eysines (Gironde), l'association transculturelle Mana de Bordeaux a mis en place l'atelier Accueil du nouveau-né pour les femmes

Le Cada, définition

Depuis la loi du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration, le Cada est considéré comme établissement social et n'a plus le statut de CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion sociale). Il offre aux résidents un accueil et un hébergement durant toute la durée de la procédure d'asile; un accompagnement social, sanitaire et administratif – notamment pour les démarches auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) et éventuellement auprès de la commission nationale du droit d'asile (CNDA). Il aide à la scolarisation des enfants et les oriente vers les services et les activités proposées au niveau local. Leur fonctionnement est financé par l'Etat et généralement géré par une association.

Préparer la suite

La préparation de la sortie du centre constitue l'une des missions du Cada. Dès son arrivée, l'équipe expose à la famille les difficultés qu'elle devra affronter à l'issue de la procédure, notamment en matière de logement. En cas d'obtention du statut de réfugié, elle peut rester au Cada jusqu'à six mois après la décision. Si en revanche elle est déboutée, ce délai est ramené à un mois. Les équipes orientent les réfugiés vers les centres provisoires d'hébergement (CPH) – en nombre insuffisant – ou les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (Chrs). Ils bénéficient parfois du dispositif d'inter médiation locative Solibail si la structure a passé une convention avec le service intégré d'accueil et d'orientation (Siao) en Ile-de-France. Si les adultes ne sont pas opérationnels immédiatement sur le plan professionnel, ils risquent une orientation vers des structures provinciales. « *On les harcèle parfois pour qu'ils acceptent la première proposition qui leur est faite, comme s'il fallait les recaser à tout prix sans tenir compte de leurs difficultés singulières,* regrette Olivier Jégou, assistant de service social au centre Primo Levi

(lire interview p.30). *Pourtant, l'orientation en province peut constituer une bonne solution si le départ est préparé, si la famille a le temps de se projeter, de garder des liens. En cas contraire, elle vivra ce déménagement comme un nouvel arrachement.* »

Pour les familles déboutées du droit d'asile, il n'existe pas forcément de solutions. Certaines équipes n'y croient pas et laissent tomber, d'autres sensibilisent leur réseau associatif, se bagarrent. Cependant, la majorité des familles déboutées se retrouvent à la rue. « *Un véritable drame pour les enfants passés en Cada dont les parents, désormais sans soutien, doivent appeler le 115, chercher de la nourriture, peuvent être victimes de rejet et parfois revivre ce qu'ils ont connu au pays,* observe Armando Cote. *Nous assistons alors à un effondrement majeur et les enfants ne constituent plus la priorité. Préparer les familles à ces moments de rupture et surtout mettre en place des lieux ressource à l'extérieur, même pour celles qui ont obtenu le statut de réfugiés, pour éviter l'isolement, constitue une question majeure.* »

avec des bébés de moins de un an. Il est co-animé par une psychologue, une psychomotricienne, une anthropologue, des interprètes de l'association Mana et une travailleuse sociale du Cada. « *L'idée est de valoriser la culture autour des pratiques de maternage (berceuses, portage...) pour favoriser les interactions mère/enfant, de s'appuyer sur le groupe de femmes dans un souci de prévention*, explique Estelle Gioan, psychologue clinicienne à Mana ainsi qu'à la consultation transculturelle du CHU de Bordeaux. « *Assises sur un tapis, nous nous occupons ensemble des bébés, nous les massons, nous chantons, nous écoutons des CD de musique du monde.* » Le groupe rencontre beaucoup de succès et le Cada souhaiterait en ouvrir un second pour les enfants âgés de un à trois ans.

Ces lieux tiers constituent une chance et un soutien pour les parents et les enfants. Et Armando Cote de conclure: « *Ils sont trop rares mais quand ils existent, nous en constatons les effets bénéfiques.* »

Katia Rouff-Fiorenzi

(1) Selon la Cimade, en 2016 la France comptait 33 268 places en Cada, soit 10 000 de plus qu'en 2014. Un énorme effort – mais insuffisant – a été réalisé.
(2) Selon la loi qui réforme le droit d'Asile, il ne doit pas excéder neuf mois.

Un livret pour enfants

Le Cada d'Osny et le centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) de Montigny (Val d'Oise), géré par l'association Coallia, ont réalisé un livret d'accueil à destination des enfants et de leurs parents, sous forme de bande dessinée. « *Il est essentiel de prendre un temps particulier pour un accueil personnalisé des enfants au Cada, souligne Frédérique Richardet-Leloup, chef de service. Des héros en pâte à modeler leur permettent de découvrir la vie dans la structure et leur nouveau quotidien. Il reprend aussi les codes de leur culture que nous respectons, tout en expliquant ceux qu'il sera nécessaire d'adopter en France.* » Le livret se décline en trois tranches d'âge.

Bibliographie

Guerres et traumatismes, dirigé par Olivier Douville, éd. Dunod, 2016.

Bébés d'ici, mères d'exils, Claire Mestre, collection 1001 BB, éd. érès, 2016.

L'asile en France et en Europe – État des lieux 2015, Forum réfugiés-Cosi.

Être parents ici quand on revient de loin.

Regards croisés sur la parentalité en exil,

dirigé par Comitille Blanco, Réseau Samdarra, 2011.

REPORTAGE

La vie, un drôle de jeu

Chaque mercredi, le Centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) Nord-77 à Brou-sur-Chantereine (Seine-et-Marne) propose un espace aux enfants et aux adolescents. Objectif : s'amuser et « déposer » son vécu émotionnel.

« **Q**UI VEUT JOUER au baby-foot ? », lance Fadi, 13 ans, cheveux noirs en brosse, fraîchement arrivé d'Algérie. Laxana, 11 ans, longue queue de cheval lisse et son frère Jathursan, 9 ans, tee shirt vert pomme, venus du Sri Lanka, le rejoignent. Dorcas, Rwandaise de 10 ans, deux tresses retenues par des chouchous de couleurs différentes, et Amina, 10 ans, Tchétchéne aux lunettes cerclées de violet, choisissent un jeu de société. Nous sommes à l'Espace enfants du Cada de Brou-sur-Chantereine (1) qui a soufflé ses huit bougies. « *Avant, nous privilégions des actions pour les adultes en pensant que les plus jeunes allaient bien, ce qui n'était pas forcément le cas* », évoque Ivan Coubeau, coordinateur de l'espace qu'il anime avec Maria Fortes-Baez, psychologue. Quand l'équipe s'inquiétait pour un enfant, elle l'orientait vers le Centre médico-psychologique (CMP) ou le Centre médico-psychopédagogique (CMPP) voisins, déjà saturés. Le Dr Alain Taïeb, alors directeur de ce dernier et Vije Franchi, psychologue clinicienne, leur ont alors conseillé de mettre en place un espace dédié dans lequel pratiquer l'observation. Aujourd'hui, chaque mercredi, le Cada accueille successivement trois groupes (2). « *Dans cet espace, nous ne faisons rien, en tout cas pas grand-chose. Nous mettons des jeux à la dispo-*



© CADA NORD 77

sition des enfants ou des adolescents. Ils nous sollicitent ou jouent ensemble, explique le coordinateur. Ils savent que dans ce lieu privilégié, rien de grave ne peut leur arriver, seulement de bonnes choses. »

Dans la famille, ils entendent des choses dures, ils trouvent difficilement leur place face à des parents inquiets, parfois en souffrance. « Ici ils peuvent redevenir des enfants, se permettre de jouer. Nous intervenons en duo – un homme, une femme – pour figurer le couple parental. Parfois, en quittant l'espace, ils reprennent le rôle (sérieux, traducteur...) assigné par leur famille ou qu'ils se figurent devoir adopter », observe le coordinateur.

Au départ, l'espace était animé par deux intervenants sociaux, avec l'appui de stagiaires psychologues notant tout ce qui se passait pour chaque enfant, selon la méthode d'Esther Bick (3). L'équipe exposait ces écrits et en débattait avec Vijé Franchi afin de comprendre les comportements. Voici quatre ans, Maria Fortes-Baez a fait un stage d'une année au Cada avant d'obtenir son diplôme de psychologue pour enfants. La structure a souhaité qu'elle intervienne régulièrement et a obtenu un financement de l'Agence régionale de santé (Ars) pour six heures de vacations hebdomadaires. Aujourd'hui, quand les intervenants sociaux de la structure repèrent un enfant qui ne va pas bien, elle le suit seul durant une heure par semaine, pour une période brève, puis l'oriente, si nécessaire, vers le CMPP ou le Centre Primo Levi.

Espace thérapeutique

Au début, les enfants veulent faire plaisir aux intervenants, puis lorsqu'ils leur font confiance – ce qui prend du temps – ils peuvent bouder, émettre des remarques sur leurs retards, leur rappeler qu'ils sont là pour eux. « Ils peuvent se le permettre car ils savent qu'ils ne vont pas nous perdre, que nous serons là la semaine prochaine », souligne Maria Fortes-Baez. Elle observe et interprète ce qu'elle voit et le décrit

aux enfants pour mettre des mots sur leurs ressentis et leurs comportements. « Nous ne faisons pas de pédagogie, nous ne donnons pas de punition, dit-elle. Si un enfant grimpe sur la table, nous essayons d'en comprendre les raisons. » Si les petits participants se bagarrent – sauf s'ils se font mal – le duo n'intervient pas, il les accompagne par la parole (« C'est difficile de voir que quelqu'un a quelque chose que je voudrais »), mettent des mots sur quelque chose de difficile à identifier ou à dire pour eux. Maria Fortes-Baez se définit un peu comme « la traductrice de toutes leurs émotions ». Si un enfant triche, les intervenants ne l'humilient pas, l'un d'eux ne lui dira pas : « Je t'ai vu ! », mais il fera une remarque : « Je vois que c'est important pour toi de gagner. Tu es prêt à tout. » L'enfant ne ressent pas la phrase comme un jugement, il comprend qu'il ressent un véritable besoin, que les adultes le contiennent. La psychologue observe aussi des choses dont elle ne parle pas si elle sent que l'enfant n'est pas prêt à les entendre.

Parfois, les plus jeunes expriment leur violence et leur frustration, lorsqu'ils jouent le rôle d'un parent en tapant par exemple l'un des intervenants. « Ils n'ont pas de filtre avec nous, ils peuvent tout à coup nous considérer comme le mauvais objet et se défouler sur nous, ce qu'ils ne feraient jamais avec un autre adulte. Nous recevons et verbalisons cette agressivité », explique Ivan Coubeau.

L'espace adolescents reprend le même principe que celui des enfants : l'observation des comportements. « Avec les petits, je peux me permettre des interprétations plus poussées. Ce matin par exemple, l'un d'eux m'a menacé avec une perceuse en plastique, je lui ai dit : « Oh la la, tu veux faire un gros trou dans Maria pour t'y réfugier ? » Je ne peux pas dire ce genre de

L'espace adolescents reprend le même principe que celui des enfants : l'observation des comportements.



© CADA NORD 77

choses aux grands », analyse la psychologue. Les adolescents sont aussi férus de sorties (piscine, patinoire...), pour lesquelles le duo les accompagne avec le même souci d'observation.

« *Quelquefois je suis envahie par l'aspect réfugié*, sourit la psychologue. *Un jour, j'ai interprété la mélancolie d'un adolescent en disant: « C'est difficile de ne pas savoir où on va aller habiter ». « Ce n'est pas ça, m'a-t-il répondu, je pensais à la fille dont je suis amoureux. » Cela prouve qu'on les ramène toujours à leur étiquette de réfugié. »*

La parole aux parents

Le lundi matin, le Cada propose un groupe de parole aux parents, animé par Marie-Claude Chauvel, travailleuse sociale de l'équipe, et Berverley Lawry, psychologue indépendante. Les pères et mères évoquent leurs difficultés (« *Je n'y arrive plus avec mon ado* », « *Au pays, c'était différent* »)... « *Lorsque nous sentons une crise familiale, nous les mettons en lien avec le CMPP qui les reçoit durant quelques séances en présence de Maria, d'un intervenant social du Cada et d'un interprète si nécessaire*, souligne Ivan Coubeau. *Tout est parlé en présence de tous et en quelques séances, de nombreuses choses se dénouent. En cas de difficulté plus profonde, nous les adressons au centre Primo Levi.* » L'ARS tient à la complémentarité entre l'espace enfant et le groupe de parole pour les parents, et finance les deux. Début juillet, elle a d'ailleurs informé l'équipe qu'elle reconduisait leur financement pour la quatrième année consécutive.

L'équipe a conscience que la baisse du taux d'encadrement va modifier son travail au quotidien. « *Cela aura notamment des répercussions sur l'accompagnement au niveau santé. Aujourd'hui nous allons avec les résidents sur les lieux de soins, demain nous devons nous contenter de prendre les rendez-vous téléphoniques et de leur indiquer le chemin*, regrette Ivan Coubeau. *Nous ferons sans doute aussi moins de suivi scolaire. Pour autant nous ne renoncerons pas à l'Espace enfants ni au groupe de parole des parents.* » Trop précieux.

K. R-F

(1) Il accueille trente-cinq adultes et autant d'enfants.

Une vingtaine d'entre eux fréquente l'Espace enfants.

(2) Les enfants âgés de deux à quatre ans durant une heure, les cinq-huit ans durant une heure et demie et les neuf-seize ans durant deux heures.

(3) *Observation du bébé selon Esther Bick. Son intérêt dans la pédopsychiatrie aujourd'hui*, sous la direction de Pierre Delion, éd. érès 2006.

ENTRETIEN

Olivier Jégou

Assistant de service social au Centre Primo Levi



Le paradoxe d'un accueil spécifique

Au Centre Primo Levi, Olivier Jégou co-anime, en duo avec un psychologue, des formations proposées aux intervenants sociaux qui travaillent auprès des demandeurs d'asile, notamment en Cada.

Quelles situations abordez-vous avec les intervenants sociaux ?

En préambule, je leur précise que, comme eux, je travaille au quotidien avec des demandeurs d'asile. Je partage les mêmes conséquences de la violence politique. Cependant, je fais partie d'une équipe pluridisciplinaire (psychologues cliniciens, psychanalystes, médecins) qui m'offre un éclairage supplémentaire. Travailler avec des personnes victimes de violences politiques sans être débordé émotionnellement est particulièrement difficile. Elles ont vécu des histoires extraordinaires, elles ont parfois connu l'horreur. Leur récit peut nous sidérer, nous coller à elles, à ce qu'elles nous disent. Les traumatismes qu'elles ont subi peuvent provoquer des débordements de souffrance qui nous touchent. Nous réfléchissons alors à la façon de nous dégager de tout cela pour avoir une vraie relation d'aide.

Certains demandeurs d'asile font preuve d'agressivité. Comment intervenir lorsque nous avons en tête leur parcours et que leur colère nous semble légitime ? D'autres au contraire sont absents, envahis par leur vécu et par les difficultés du quotidien. Il faut alors les ramener dans le réel, dans l'ici et maintenant, rester dans le concret, leur demander par exemple si les enfants ont suffisamment mangé, leur rappeler leurs droits mais aussi leurs obligations vis-à-vis d'eux.

Comment faut-il travailler avec ces personnes ?

Pour que quelque chose puisse se passer entre deux interlocuteurs, il faut du jeu, de l'espace. Penser cela, en prendre conscience, c'est déjà mettre un peu de mouvement. L'espace c'est aussi le temps et l'écoute que nous proposons aux demandeurs d'asile.

Nous devons aussi les orienter vers l'extérieur pour un suivi, pour qu'ils se déplacent, se décollent. Il est insupportable pour eux de croiser tous les jours des personnes auxquelles ils ont confié leur souffrance. Il faut qu'ils puissent la déposer ailleurs, au centre Primo Levi par exemple.

Nous abordons également la notion de victime. Si notre travail consiste à accueillir les demandeurs d'asile comme des personnes victimes, à reconnaître leur préjudice et l'injustice vécue, nous devons aussi les aider à quitter ce statut. En cas contraire, ils peuvent exiger réparation par tous les moyens, le social notamment avec des demandes incessantes, ce qui est plus facile que d'aller consulter un psychologue pour exposer ses souffrances.

Avec ces préalables, les équipes peuvent arriver à accompagner ces personnes, à nouer une vraie relation de confiance pour qu'il se passe réellement quelque chose de bénéfique.

Quelles difficultés évoquent les professionnels des Cada ?

La plus grande difficulté évoquée concerne le travail paradoxal qui leur est demandé : accueillir et aider à sortir. L'accueil du demandeur d'asile est très conditionné, temporaire et contrôlé.

Ils regrettent aussi la disparition des lieux d'analyse de pratiques, faute de financements. Ils doivent malgré tout accepter de ne pas rester seuls, de faire un pas de côté, de repérer les partenaires sur le territoire et de mettre en place un réseau. Le Cada de Brou-sur-Chantereine (Seine-et-Marne) (voir reportage p. 28), par exemple, a sensibilisé nombre d'acteurs de droit commun du territoire. Il a également mis en place des rencontres inter-Cada pour échanger sur les pratiques, ainsi qu'un lieu d'intervision animé par un psychologue et un éducateur spécialisé de l'équipe mobile psy dépendant de l'hôpital Marc Jacquet à Melun. Plusieurs équipes de Cada y partagent leurs



difficultés, notamment face aux familles déboutées du droit d'asile. Le centre d'accueil et d'orientation (CAO) de Briançon (Hautes-Alpes) qui accueille des demandeurs d'asile de tout le territoire a su tisser, grâce à la Maison des jeunes et de la culture (MJC), un réseau associatif sur ce territoire isolé, sans lieu de soins spécifique, sans interprète. Le lien social généré par le travail avec la population et les associations a des effets thérapeutiques et participe au soin. La torture, l'exil et les conditions de vie précaires, mettent à mal le lien. Proposer du lien social permet de restaurer l'intégrité de la personne.

Entretien réalisé par K.R-F

Un soutien aux professionnels

À Bordeaux, l'association transculturelle Mana propose aux intervenants sociaux et aux bénévoles qui travaillent avec des populations en exil des Rencontres Maternités Familles en Exil. Auparavant destinées aux équipes de Cada et de centres de PMI, elles accueillent aujourd'hui des professionnels de l'urgence sociale, de la psychiatrie, de la santé, des structures de la Petite Enfance et des associations de solidarité car la précarité touche de plus en plus fortement les demandeurs d'asile.

Ce lieu ressource, financé par l'ARS, animé par une psychiatre – anthropologue – et deux psychologues cliniciennes, permet d'échanger sur la complexité des situations rencontrées.

www.cliniquetransculturelle-mana.org